Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger

Aperçu de la situation : Mali - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

Novembre 2020

Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la criminalité et de la montée des tensions entre les communautés[1]. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée depuis 2018 au Mali et a causé le déplacement de 258 789 personnes dans les régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka selon les dernières données datant du 31 octobre 2020[2]. De plus, l'assistance humanitaire est soumise à de multiples aléas : l'accessibilité aux populations affectées reste difficile dans certaines localités en raison des conditions géographiques et climatiques difficiles, de la situation sécuritaire et des mesures liées à l'état d'urgence décrété dans les zones en crise[1]. Cet accès humanitaire limité est l'un des facteurs à l'origine des lacunes d'information importantes sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH bénéficie du financement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre)[3]. Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans les régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka au mois de novembre en plus de l'évolution des principaux résultats dans ces quatre régions entre septembre et novembre 2020[4].

Résultats clés

La couverture géographique de ce suivi est limitée et les informations reposent sur des réponses d'IC. Par conséquent, les résultats doivent être considérés comme **indicatifs** de la situation.

- Les mouvements de populations en lien avec la persistance de l'insécurité se poursuivent dans les régions de Mopti, de Ménaka, de Gao et de Tombouctou d'après les données de la matrice de suivi des déplacements (DTM[2]). L'arrivée des personnes déplacées internes (PDI) dans les régions de Mopti et de Ménaka a accentué les besoins des populations. De plus, d'après les participants aux groupes de discussion, des déplacements de longue distance depuis les régions de Mopti et de Gao vers le sud du pays (Ségou, Sikasso et Bamako) sont observés au dernier trimestre de l'année augmentant les besoins des populations dans le sud du pays.
- Les résultats de la bonne campagne agricole 2020/21 ont amélioré l'accès à la nourriture au profit de la majorité des populations dans les quatre régions[6]. Toutefois, l'accès à la nourriture restait insuffisant dans 46% des localités évaluées de la zone d'après les IC. Cette proportion semble plus élevée dans les localités de Ménaka (60%) et de Mopti (51%).
- L'insécurité, les inondations et les incendies (feux de brousse dans la région de Gao)[7] ont contribué à perturber l'accès aux moyens de subsistance augmentant la vulnérabilité économique et sociale des ménages déplacés et hôtes dans certaines localités des quatre régions.
- Les difficultés d'accès à l'eau, aux latrines et aux services de santé étaient surtout liées à des défis structurels (infrastructures inexistantes, fermées ou trop éloignées). Dans le cas de l'éducation, la réouverture des écoles en septembre a permis à de nombreux enfants d'avoir de nouveau accès aux services éducatifs d'après les IC. Le plus souvent, dans les localités évaluées des quatre régions, les IC rapportent que les enfants apprenaient le coran, travaillaient ou aidaient les parents dans leurs activités journalières à la place du temps consacré à étudier.
- D'après les IC, l'assistance alimentaire, demeure comme au premier semestre, le secteur d'intervention prioritaire pour la majorité des populations de ses régions de Tombouctou, de Mopti et de Gao. La région de Ménaka fait figure d'exception avec comme secteurs d'intervention prioritaires la santé des populations, ensuite l'assistance alimentaire, enfin l'éducation.

1. REACH, Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2019.
2. Matrice de Suivi des Déplacements ou *Displacement Tracking Matrix* -en anglais (DTM), Rapport sur les mouvements de populations au Mali, octobre 2020.
3. REACH, Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, aperçu de la situation dans la région de Mopti, novembre 2019.
4. Pour la région de Tombouctou, le périmètre des données a évolué entre septembre et novembre. Entre septembre et novembre, les cercles de Dire, de Goundam, de Gourma-Rharous, de Nianfunké et de Tombouctou ont été évalués. En septembre et novembre, les données de Niafunké ont été exclues des analyses (couverture inférieure à 5%).
5. REACH, Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso , janvier 2020.

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie "zone de connaissance"[5]. Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités du cercle ont été évaluées et lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité. Compte tenu de la pandémie de coronavirus (COVID-19), la majorité des entretiens avec les IC ont été réalisés en personne et quelques entretiens par téléphone. Afin de venir compléter les données quantitatives collectées et d'enrichir l'analyse, des données qualitatives ont été recueillies au travers de groupes de discussions [8]. Cet aperçu présente les résultats les plus récents issus de la collecte de données réalisée entre le 9 et le 30 novembre dans les régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka[4] [9].

Couverture géographique de l'évaluation

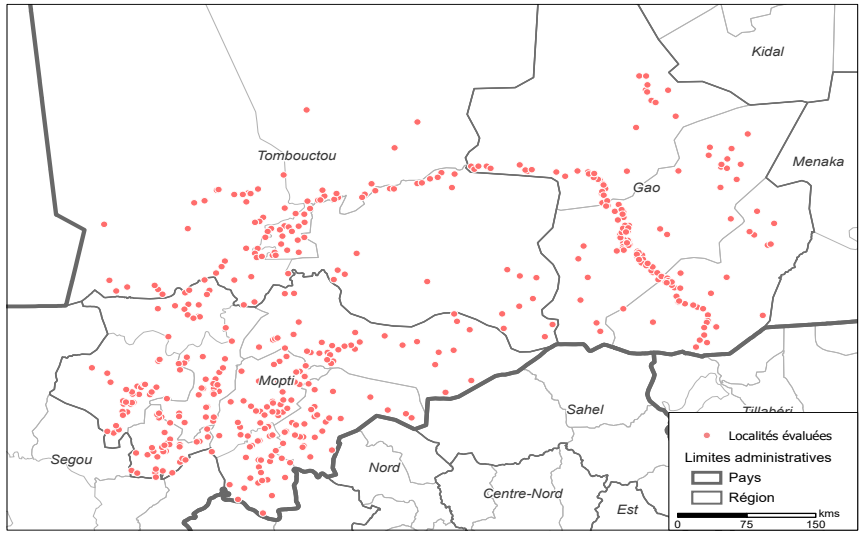


Tableau de couverture de septembre à novembre - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

	Mopti			Gao			Tombouctou[4]			Ménaka		
	sept.	oct.	nov.	sept.	oct.	nov.	sept.	oct.	nov.	sept.	oct.	nov.
# d'IC	285	285	254	198	210	181	79	84	82	10	14	42
# Total de localités	3 133	3 133	3 133	580	580	580	603	603	603	95	95	95
# Total de localités évaluées	281	275	246	195	206	177	79	84	81	10	13	40
Taux de couverture	9,0%	8,8%	7,9%	33,6%	35,5%	30,5%	13,1%	13,9%	13,4%	10,5%	13,7%	42,1%

6. Cadre harmonisé (CH), Situation courante : situation alimentaire et nutritionnelle au Mali : octobre - décembre 2020, novembre 2020.
7. Action Contre la Faim (ACF), Bulletin de surveillance multisectorielle sur la région de Gao, Mali, octobre-novembre 2020.
8. Les discussions de groupe ont été réalisées dans des localités des cercles suivants : Ansongo, Bourem, Koro, Youwarou (novembre 2020). Elles portent sur les besoins humanitaires multisectoriels.
9. Dans tout cet aperçu, la collecte du mois renvoie aux informations des 30 derniers jours précédant la collecte de données.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

Aperçu de la situation : Mali - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

Novembre 2020

Déplacement

Les IC ont rapporté des arrivées récentes de PDI dans 10% des localités évaluées des régions de Mopti, de Gao, de Ménaka et de Tombouctou. Dans la région de Ménaka (30% des localités évaluées), les déplacements des populations étaient principalement rapportés dans les cercles de Tidermène (50%[10]), Inékar (25%[10]) et Anderamboukane (22%[10]). Quant à la région de Mopti (10% des localités évaluées), les déplacements étaient principalement rapportés dans les cercles de Djenné (15%[10]), Douentza (14%[10]), Bankass (10%[10]) et Koro (10%[10]).

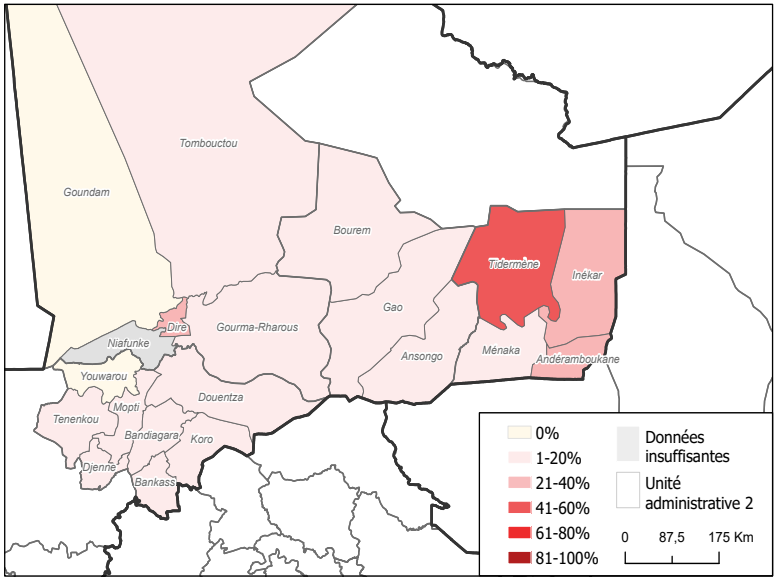
Selon le rapport DTM[2], de juillet à octobre 2020, le nombre de PDI est passé de 287 496 à 311 193 personnes, soit une augmentation de 23 697 individus. De même, ce rapport indique une augmentation 18 107 nouvelles PDI dans la région de Mopti et de 153 nouvelles PDI dans la région de Ménaka.

Présence des déplacés

La présence de PDI a été rapportée dans 72% des localités évaluées de Mopti, dans 29% des localités évaluées de Gao, dans 35% des localités évaluées de Tombouctou et dans 58% des localités évaluées de Ménaka au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre. Les cercles au sein desquels les IC ont rapporté la présence de PDI dans des proportions plus élevées étaient tous situés dans la région de Mopti, à savoir : Bankass (100%[10]), Koro (100%[10]) et Bandiagara (97%[10]). Concernant les retournés, les IC ont signalé qu'ils seraient présents dans la région de Gao (46% des localités évaluées), de Tombouctou (43% des localités évaluées), de Ménaka (28% des localités évaluées) et de Mopti (6% des localités évaluées).

Par ailleurs, selon le Cluster Protection, depuis le début de l'année, la région de Mopti a atteint le niveau le plus bas des violations des droits humains au cours du mois de novembre avec une réduction des attaques de villages et des mouvements de population dans la région[11].

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Évolution du nombre de PDI dans les régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et Ménaka, janvier à octobre 2020[12] :

	janvier	juillet	octobre	janvier-octobre[2]
Tombouctou	22 641	43 617	43 180	+ 95%
Mopti	84 416	113 043	131 150	+ 55%
Ménaka	17 758	20 991	21 144	+19%
Gao	58 040	66 583	63 315	+9%

Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacements

Tout comme au premier semestre, l'insécurité demeurait le principal facteur expliquant les déplacements de populations. Dans les localités évaluées, les IC ont en effet indiqué que les déplacements préventifs (33%), la violence dans la localité de départ (33%) et les tensions communautaires (28%) constituaient les principaux motifs de déplacements des PDI dans les régions de Ménaka, de Tombouctou, de Mopti et de Gao. De plus, les participants aux groupes de discussion de la région de Mopti ont signalé que les inondations ont aussi provoqué des départs de populations dans les cercles de Youwarou et de Koro. Dans la région de Tombouctou, des déplacements semblent avoir eu lieu en raison de l'insécurité alimentaire (25% des localités évaluées), ce qui fait écho aux difficultés d'accès à la nourriture rapportée par les IC dans 33% des localités.

Le type d'insécurité et de déplacements des populations varie d'une région à une autre. En effet, à partir de novembre et au cours des quatre derniers mois, la région de Mopti a vu une réduction drastique des violations des droits humains avec une dimunition des déplacements de populations. Cette dimunition est attribuée à la saison d'hivernage mais aussi aux différentes rencontres des communautés peulh et dogon de la localité pour le retour de la paix depuis le mois de septembre[11].

Principales raisons pour expliquer la présence de PDI dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte de données selon les IC[13] :

Mopti	Gao	Tombouctou	Ménaka
Violence (localité de départ) 38%	Déplacement préventif 48%	Déplacement préventif 64%	Déplacement préventif 39%
Tensions comm.[14] 36%	Tensions comm.[14] 36%	Insécurité alimentaire 25%	Violence (localité de départ) 35%
Déplacement préventif 23%	Tensions comm.[14] 17%	Violence (localité de départ) 11%	Tensions comm.[14] 22%

Principaux axes de déplacements

Les groupes de discussion réalisés avec les IC ont indentifié la voie fluviale comme la principale voie utilisée par les populations pour les déplacements dans les cercles de Youwarou (Mopti) , Bourem et Ansongo (Gao). De plus, des déplacements de populations de longue distance vers le sud du pays (Ségou, Sikasso et Bamako) ont été rapportés par les participants aux groupes de discussion. Enfin, les participants au groupe de discussion ont rapporté que des déplacements intra cercles et régionaux de populations se faisaient à partir des localités insécures ou inondées vers les villes plus stables et plus sécurisées dans les deux régions de Gao et de Mopti. Le but de ces types de déplacement était la recherche de travail et d'habitat dans les villes stables.

Par ailleurs, en novembre, le Cluster Protection a enregistré cinq mouvements internes de population rapportés à Mopti, Ségou et Gao. Parmi ces mouvements de populations, trois déplacements déclenchés par des attaques de villages et deux déplacements préventifs ont été rapportés[11].

10. En pourcentage des localités évaluées du cercle.
11. Cluster Protection Mali, Rapport mensuel du monitoring de protection N°11, novembre 2020.
12. Évolution du nombre de PDI entre janvier 2020 et octobre 2020. Variation en pourcentage.
13. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.
14. Tensions comm. : tensions communautaires.

Aperçu de la situation : Mali - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

Novembre 2020

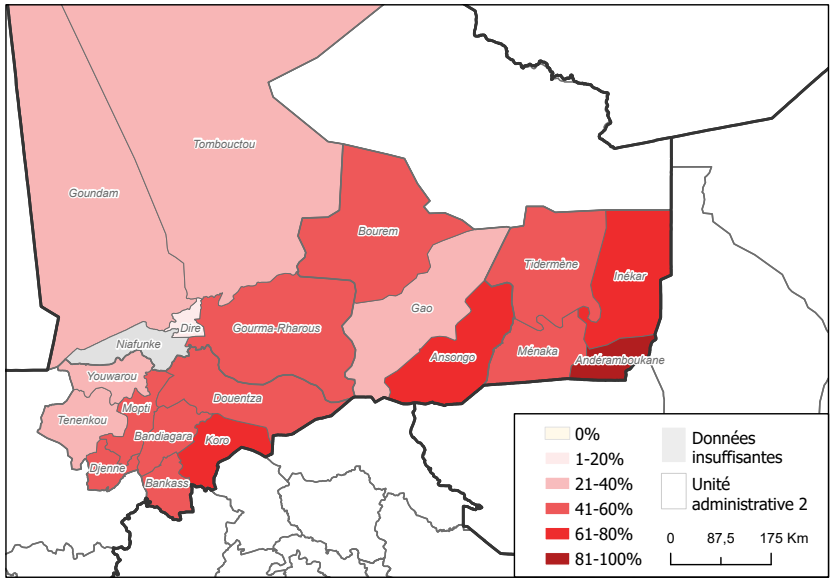
Sécurité alimentaire

Avec une production céréalière annoncée comme favorable sur la fin de l'année, la situation de la sécurité alimentaire des ménages connaîtra une amélioration par rapport à celle de la période de soudure[15]. D'après les IC, dans 54% des localités évaluées des régions de Tombouctou, de Mopti, de Gao et de Ménaka, la majorité de la population avait accès à la nourriture. En effet, selon le Cadre harmonisé (CH), la campagne agricole est considérée comme positive dans l'ensemble, la production céréalière prévisionnelle s'élévant à 10 233 207 tonnes[6]. Toutefois, 6%[16] de la population totale estimée des régions de Mopti, de Tombouctou, de Gao et de Ménaka était en insécurité alimentaire liée aux poches de baisse de productions dues surtout aux inondations, aux conflits intercommunautaires et autres formes d'insécurité ayant limité l'accès aux champs.

Accès à la nourriture

Malgré une amélioration de l'accès à la nourriture suite aux récoltes, et dans le cadre d'une activité économique toujours ralentie du fait de la COVID-19, l'accès à la nourriture reste insuffisant pour certains ménages dans les quatre régions évaluées. Les IC ont en effet rapporté que, dans (46%[17]) des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. Cette proportion était plus élevée surtout dans la région de Ménaka (60%), ensuite Mopti (51%), Gao (42%) et enfin Tombouctou (33%).

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Évolution de la proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

	septembre	octobre	novembre
Ménaka	60%	85%	60%
Mopti	78%	64%	51%
Gao	56%	49%	42%
Tombouctou	54%	46%	33%

Dans ces zones, les principales raisons évoquées par les IC pour expliquer cette difficulté étaient l'accès non sécurisé aux terres et au cours d'eau (41%[17]), la pénurie de bétails pour vendre (25%[17]), et le manque d'argent (22%[17]).

Principales sources de nourriture

Au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, selon les IC, les sources de nourritures les plus répandues étaient la production agricole des ménages (48% des localités évaluées), l'achat de denrées alimentaires (17% des localités évaluées) et les activités pastorales des ménages (14% des localités évaluées). En outre, selon les IC, l'aide humanitaire dans les quatre régions évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de septembre, représentait une source de nourriture secondaire dans 6% des localités évaluées. Cette proportion était de 2% dans les localités évaluées des quatres régions au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre.

Par ailleurs, l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 a permis de faciliter les activités agricoles et l'achat de nourriture, et cela en dépit des sanctions économiques de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur le Mali[18]. De plus, la bonne production céréalière et le niveau moyen des stocks paysans en fin septembre laissent présager de bons niveaux d'approvisionnement des marchés durant l'année alimentaire 2021, malgré l'insécurité qui continue de perturber l'accès au marché dans certaines régions.

Principale source de nourriture selon les IC, au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, en proportion de localités évaluées :

	PP agricole[19]	PP pastorale[20]	Achetée
Mopti	60%	2%	17%
Gao	39%	23%	19%
Tombouctou	49%	13%	13%
Ménaka	15%	53%	20%

Accès au marché

Les IC ont rapporté que les marchés étaient accessibles à distance de marche dans 72% des localités évaluées de Mopti, dans 71% des localités évaluées de Gao, dans 51% des localités évaluées de Tombouctou et dans 45% des localités évaluées de Ménaka. Dans les quatre régions, les principales raisons citées par les IC pour expliquer l'inaccessibilité des marchés dans les localités évaluées sans un marché fonctionnel sont l'absence de marché à distance de marche (48%), l'absence de moyens de transport pour se rendre au marché (24%) et l'insécurité (22%). Les participants aux groupes de discussion[21] rapportent qu'il n'y a pas de marché, notamment dans les localités évaluées du cercle de Koro à cause de la présence des groupes armés et radicaux, les attaques et le grand banditisme.

Concernant le prix des céréales, une augmentation est observée dans 45% de localités évaluées des quatre régions où les IC ont rapporté qu'il y avait des marchés fonctionnels et accessibles à distance de marche.

De même, selon FEWS NET[15] au Mali, la hausse du prix des céréales de base (fin septembre 2020) par rapport à la moyenne quinquennale était significative, notamment dans les capitales des régions les plus affectées par l'insécurité comme Gao (13%) et Tombouctou (21%). Cette augmentation réduit ultérieurement l'accès des ménages très pauvres aux denrées alimentaires.

15. FEWS NET (*Famine Early Warning Systems Network*) : MALI Perspectives sur la sécurité alimentaire, octobre 2020 à mai 2021.
16. Selon les données du Cadre harmonisé : population estimée en situation courante CH Mali, novembre 2020.
17. En pourcentage des localités évaluées des quatre régions (Mopti, Gao, Tombouctou et Ménaka). Pour les principales raisons des difficultés d'accès à suffisamment de nourriture, plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.
18. *World Food Programme* Mali : suivi de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) dans le contexte de la pandémie du COVID-19, septembre 2020.
19. PP agricole : propre production agricole des ménages.
20. PP pastorale : propre production pastorale des ménages.
21. Groupes de discussion réalisés dans les localités des cercles de Koro et de Youwarou (Mopti), d'Ansongo et de Bourem (Gao).

Aperçu de la situation : Mali - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

Novembre 2020

Moyens de subsistance

Selon les IC, les activités agricoles, d'élevage, de chasse, de pêche et le travail journalier ont été perturbées durant le dernier trimestre 2020. Les fortes pluies de juillet à septembre ont sinistré plus de 90 000 personnes[22] à travers le pays avec des pertes de moyens de subsistance. Les inondations dans les régions de Ménaka, de Tombouctou et de Gao ont réduit les capacités à satisfaire convenablement les besoins alimentaires et non-alimentaires, notamment des ménages défavorisés[15]. En plus des effets des inondations, la pandémie de COVID-19 et l'insécurité ont été des facteurs restreignant l'accès aux moyens de subsistance dans les quatre régions[15 18].

Accès aux moyens de subsistance

Dans 52%[23] des localités évaluées des quatre régions, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Cette proportion est plus élevée surtout dans la région de Mopti (71%), ensuite Ménaka (58%), Tombouctou (40%) et Gao (32%). Les principales raisons citées par les IC sur l'accès difficile aux moyens de subsistance étaient l'insécurité (31%[23]), le manque de capital pour développer des activités génératrices de revenus (AGR - 27%[23]), et les difficultés d'accès à suffisamment de terre pour cultiver ou pour paître le bétail (21%[23]). Les participants aux groupes de discussion[21] ont également souligné la présence des groupes armés dans les forêts comme une raison de l'accès difficile aux moyens de subistance.

Par ailleurs, certains ménages subissent encore les répercussions de la pandémie de COVID-19. En effet, 60,8% des ménages ont subi les effets négatifs de la COVID-19 sur leurs activités de commerce[24]. Parmi les ménages affectés, 52,9% l'ont été sur l'accès aux marchés et 47,3% sur l'accès aux denrées alimentaires[24]. Malgré l'assouplissement des mesures restrictives, la pandémie de COVID-19 continue d'affecter le fonctionnement de l'économie locale, en réduisant les possibilités de travailler et le commerce.

Évolution de la proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 jours précédant la collecte de données selon les IC :

	septembre	octobre	novembre
Mopti	56%	68%	71%
Gao	45%	45%	32%
Tombouctou	55%	45%	40%
Ménaka	60%	77%	58%

Perturbations des activités de subsistance

Au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de novembre 2020, les IC ont rapporté que les principales activités perturbées étaient l'agriculture pour la vente (58%[23] des localités évaluées), l'élevage (53%[23] des localités évaluées), la chasse / pêche (34%[23] des localités évaluées) et le travail quotidien (26%[23] des localités évaluées).

En fin septembre 2020, selon la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), plus de 73 424 hectares de cultures de céréales ont été détruits par les inondations dans l'ensemble du pays. Concernant l'élevage, malgré les bonnes conditions d'abreuvement du bétail et des pâturages dans l'ensemble du pays, l'accès reste limité dans les zones de conflit du centre et du nord du pays du fait de l'insécurité[6] et des pertes de cheptel conséquentes. En outre, dans la région de Gao[7], des feux de brousse de grande à très grande taille ont été signalés entre octobre et novembre dans les communes de Tinhamma, Ansongo, Talataye, Ouattagouna, Bamba, Taboye et Bourem. Ces feux de brousse ont contribué à dégrader davantage les pâturages qui étaient insuffisants dans ces zones. Selon les informations relatées par les communautés, les feux sont dus aux échanges de tirs entre les groupes armés.

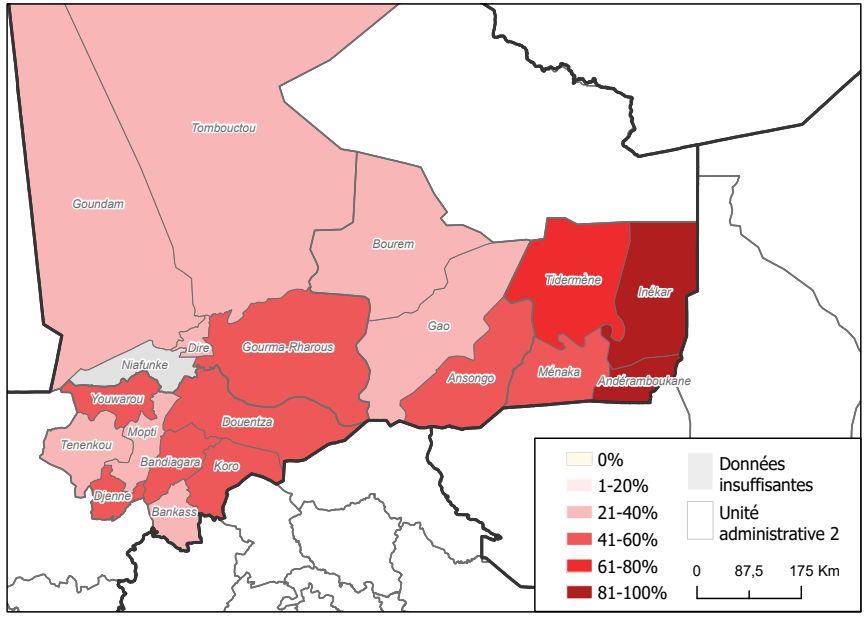
Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Les IC ont rapporté dans les quatre régions, que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage dans 41% des localités évaluées. De plus, ils estiment que les difficultés d'accès à l'eau sont liées à l'insécurité dans 18%[23] des localités évaluées. Par ailleurs, l'accès aux latrines demeure un défi au niveau des quatre régions car selon les IC, dans 50%[23] des localités évaluées la majeure partie des populations utilisent des latrines et moins de 48%[23] pratiquent la défécation à l'air libre. Concernant les principales méthodes de lavage des mains, les IC rapportent que les populations pratiquent le lavage avec eau uniquement dans 47%[23] des localités évaluées, et dans 48%[23] des localités évaluées, la majorité des populations auraient des difficultés à se procurer du savon.

Accès à l'eau

D'après les IC, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage dans 73% des localités évaluées de Ménaka, 45% des localités évaluées de Mopti, 35% des localités évaluées de Tombouctou et 31% des localités évaluées de Gao. Dans 45% des localités évaluées dans la région de Ménaka, l'insécurité dans la zone serait le facteur principal sous-jacent à cette difficulté.

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



22. Direction Nationale du Dévoloppement social (DNDS) Mali, données sur les inondations, novembre 2020.

23. En pourcentage des localités évaluées des quatre régions (Mopti, Gao, Tombouctou, Ménaka) au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Pour les principales activités de subsistance perturbées, plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.

24. D'après les données de l' Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) du Mali, septembre 2020.

Aperçu de la situation : Mali - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

Novembre 2020

Au niveau des quatre régions, les IC ont rapporté que les principales sources d'eau pour la majorité de la population étaient d'abord le forage avec pompe à motricité humaine (35% des localité évaluées), ensuite les cours d'eau (17% des localité évaluées) et enfin le puits protégé (16% des localités évaluées). Quant à la durée pour aller et revenir de la principale source d'eau, les IC rapportent que ce serait au moins 30 minutes dans les régions de Gao (59% des localités évaluées), Mopti (58% des localités évaluées), Tombouctou (32% des localités évaluées) et Ménaka (15% des localités évaluées). De plus, les participants aux groupes de discussion[21] des cercles de Youwarou et Koro (Mopti) pensent que les populations des localités évaluées du cercle de Youwarou ont accès à l'eau potable tandis que celles des localités évaluées du cercle de Koro, consomment plus l'eau non potable. De ce fait, ces participants rapportent que la consommation d'eau non potable via les puits protégés, non protégés et les rivières des cercles de Koro (Mopti), serait la cause de la prévalence de maladies hydriques.

Par ailleurs, l'insécurité dans les localités des régions évaluées influence l'accès aux points d'eau. En effet, d'après les IC, la majorité de la population qui n'a pas pu atteindre son point d'eau de préférence pour raison d'insécurité se trouve principalement dans les régions de Ménaka, de Tombouctou et de Gao. Dans la région de Mopti, la situation apparait moins sèvere.

Proportion de localités évaluées en novembre où des personnes n'ont pas pu atteindre leur point d'eau de préférence pour des raisons sécuritaires :

Accès aux latrines

Au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, dans 50% des localités évaluées des quatre régions, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'utilisait pas les latrines car les latrines sont inexistantes et insuffisantes dans 83% des localités évaluées. Dans la région de Ménaka, la défécation à l'air libre était la principale alternative, notamment dans les cercles d'Inékar (63%[25] des localités évaluées) et d'Anderamboukane (56%[25] des localités évaluées). Ensuite, dans la région de Mopti cette proportion est plus visible dans les cercles de Tidermène (58%[25] des localités évaluées) et de Koro (50%[25] des localités évaluées).

Proportion de localités évaluées en novembre où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines :

Hygiène

Au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, les IC rapportent que la majorité de la population se lavait les mains avec du savon ou de la cendre dans 35% des localités évaluées de Ménaka, 38% des localités évaluées de Mopti, 39% des localités évaluées de Gao et dans 52% des localités évaluées de Tombouctou. Le manque de revenus est indiqué comme la principale raison expliquant les difficultés à se procurer du savon dans 61% des localités évaluées. Concernant la lutte contre la COVID-19, en octobre 2020 selon l'INSTAT[26], 54,7% des ménages de l'ensemble du pays continuaient à appliquer les mesures barrières. De plus, en novembre, sur 355[27] cas de la COVID-19 à l'échelle nationale, la région de Tombouctou a enregistré 13,6% des cas, Mopti 6,1%, Gao 1,4% et Ménaka 0%.

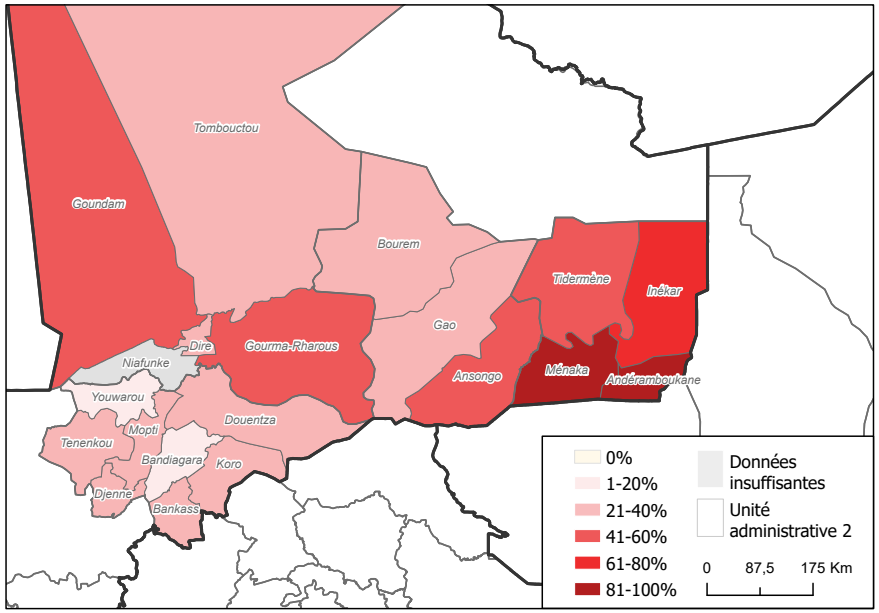
Santé et nutrition

Les IC ont rapporté que dans 67% des localités évaluées la majeure partie de la population aurait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche. Au cours des 30 derniers jours, dans le rapport d'enquête[26] sur l'impact de la COVID-19 sur les conditions de vie des ménages au Mali, plus de trois quarts des ménages (78,8%) ont eu besoin de soins médicaux au niveau national. Parmi ceux-ci, 98,2% ont pu y accéder à l'échelle nationale. La situation nutritionnelle[28] dans l'ensemble du pays reste néanmoins préoccupante avec une prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) de 11,1% pour la période post récolte.

Accès aux services de santé

D'après les IC, la majorité de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche (des centres de santé communautaires (CSCOM) dans 86% des localités évaluées) dans 77% des localités évaluées de Mopti, dans 57% des localités évaluées de Tombouctou, dans 65% des localités évaluées de Gao et dans 28% des localités évaluées de Ménaka. Dans cette région, 80% des localités évaluées (cercles de Ménaka et Anderamboukane) présentaient des difficultés d'accès aux soins.

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



25. En pourcentage des localités évaluées du cercle.
26. Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT) : Rapport mensuel de l'enquête sur l'impact de coronavirus sur les conditions de vie des ménages, octobre 2020.
27. Rapport de situation COVID-19 au Mali, n°129 du 16 au 22 novembre 2020.
28. D'après les données de l' Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) du Mali, octobre 2020.

Aperçu de la situation : Mali - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

De manière générale, lors des 30 jours précédant la collecte de novembre, ces difficultés - selon les IC - seraient liées principalement à l'éloignement des infrastructures de santé (80% des localités évaluées dans la région de Mopti, 59% dans les régions de Ménaka et de Gao et 49% dans la région de Tombouctou). En plus de cette raison s'ajoute l'insécurité : par exemple, dans certaines localités de la commune de Dinangourou dans le cercle de Koro (Mopti) les participants aux discussions de groupe[21] ont rapporté que le personnel de santé a déserté les centres de santé à cause de la présence des groupes armés. Deux médecins[11] auraient été enlevés en novembre, respectivement à Gao et à Mopti.

Les IC rapportent également dans moins de 20% des localités évaluées, l'absence de matériels de soins comme une raison de l'inaccessibilité aux services de santé dans les localités évaluées des régions de Tombouctou, de Gao et de Ménaka. Cette proportion en lien avec la pénurie de matériels de soins n'est pas visible dans les localités évaluées de la région de Mopti alors que les IC rapportent le manque d'argent comme raison expliquant le manque d'accès aux soins.

Proportion de localités évaluées en novembre où des personnes n'ont pas eu accès aux services de santé par principales raisons :

Mopti	Gao	Tombouctou	Ménaka
Pas[29] d'infrast 80%	Pas[29] d'infrast 55%	Pas[29] d'infrast 49%	Pas[29] d'infrast 59%
Insécurité 12%	Pas de médicament 13%	Pas de médicament 20%	Insécurité 21%
Manque d'argent 2%	Pas de matériels de soins 13%	Pas de matériels de soins 17%	Pas de matériels de soins 10%

29. Pas d'infrast : pas d'infrastructures sanitaires.

Problèmes et préoccupations de santé

Le paludisme était, selon les IC, le principal problème de santé dans près de 42% des localités évaluées, avec une prévalence majeure dans les cercles de Dire (67%), de Bourem (65%) et de Tombouctou (64%). De plus, le paludisme constituait la principale raison des décès dans 61% des localités évaluées des quatre régions au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre. La seconde raison expliquant les decès dans les localités évaluées selon les IC est l'insécurité (attaques et blessures) dans 27% des localités évaluées.

Par ailleurs, en octobre, selon l'INSTAT, 70,3% des ménages estimeraient que la COVID-19 représente toujours un risque pour la santé publique dans l'ensemble du Mali[26].

Nutrition

Les principales préoccupations de santé rapportées par les participants aux groupes de discussion[21] étaient le paludisme et la malnutrition. En fin septembre 2020[15], malgré l'amélioration globale de la situation alimentaire, le nombre d'admissions au niveau des structures de prise en charge de la malnutrition était globalement en hausse de 5% par rapport à celui de septembre 2019. Le dépistage et la prise en charge des cas de malnutritions se poursuivent au niveau des structures de santé opérationnelles malgré l'insécurité civile, l'éloignement des services de santé et le manque d'argent pour les soins qui limitent l'accès aux services sociaux de base dans certaines localités du pays. Quant à la présence de programmes nutritionnels au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, les IC ont rapporté qu'il existe des programmes nutritionnels en mettant en avant la région de Mopti (59% des localités évaluées), ensuite la région de Gao (52% des localités évaluées), de Tombouctou (49% des localités évaluées) enfin de Ménaka (13% des localités évaluées). Les principaux services disponibles dans les régions de Gao, de Tombouctou et de Ménaka étaient la prise en charge de la malnutrition modérée des enfants, dont les traitements se réalisent généralement au niveau des CSCOM, principaux services de santé disponibles.

Abris et biens non alimentaires (BNA)

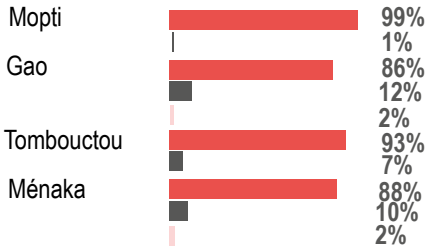
Au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, l'accès aux abris dans les localités évaluées demeure un enjeu pour les popluations, notamment les PDI : dans 85% des localités évaluées celles-ci ne vivraient pas dans des conditions adéquates. En effet, l'arrivée de nouvelles PDI entre juillet et octobre dans la zone a aussi augmenté les besoins en abris et BNA. Concernant ces derniers, les IC ont rapporté que dans plus de 55% des localités évaluées, les articles de couchage, articles d'hygiène pour enfant et adulte, et articles de cuisine dont les populations avaient besoin n'étaient pas disponibles.

Types d'abris par groupe de population

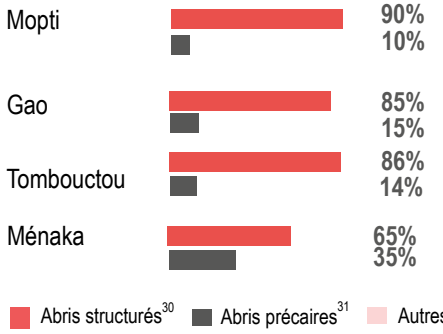
D'après les IC, la majorité de la communauté hôte et des PDI vivait dans des abris structurés[30]. D'après les participants aux groupes de discussion, les populations déplacées sont en effet accueillies par les populations locales, notamment dans les régions de Mopti, où il y avait toujours des PDI qui vivaient dans les abris des communautés hôtes. Les IC ont rapporté que certaines PDI vivent dans des abris précaires[31] dans 35% des localités évaluées de la région de Ménaka, 15% dans les localités évaluées de Gao, 14% dans les localités évaluées de Tombouctou et 10% dans les localités évaluées de Mopti.

Proportion de localités évaluées en novembre par type d'abri principal selon le groupe de population d'après les IC :

Communauté hôte



PDI



Dans le rapport DTM[2] d'octobre 2020, sur l'ensemble des lieux de déplacement évalués, 29% des ménages n'avaient aucun abri durant l'évaluation et ces ménages sans abris étaient localisés majoritairement dans les cercles de Bourem, de Gao, de Koro, d'Ansongo et de Bandiagara. Cette problématique des PDI sans-abris peut être liée au manque d'argent des ménages, l'absence d'assistance en abris et la destruction d'abris au cours de la période[2 21 31].

Destruction d'abris

Au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, les IC ont rapporté que dans 10% des localités évaluées, la majorité de la population a été victime de la destruction de ses abris, du fait des inondations (rapporté dans 49% des localités évaluées), des incendies (rapporté dans 26% des localités évaluées), enfin des conflits (rapporté dans 16% des localités évaluées). Selon les IC, la région de Ménaka a été touchée par les inondations dans 75% des localités évaluées. Cette proportion est plus élevée (100% des localités évaluées) dans les cercles de Dire, de Gourmas Rharous, de Youwarou, de Tenankou, et de Djenne. De même, les participants au groupe de discussion de la commune de Bamba (Gao) ont signalé que les inondations ont détruit certains abris.

30. Les abris structurés désignent les maisons en dur ou en paille, les tentes et cases traditionnelles, et les concessions.
31. Les abris non structurés ou précaires désignent les abris de fortune, d'urgence, de transition, à l'air libre, les bâtiments publics / abandonnés et les unités d'hébergement pour les déplacés (RHU).

Aperçu de la situation : Mali - Régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka

Novembre 2020

Accès aux biens non alimentaires

La perte des emplois et la baisse des revenus n'ont pas permis aux populations d'accéder à certains articles non alimentaires. En effet, les besoins semblaient élevés au dernier trimestre de l'année surtout pour les populations déplacées par manque de revenus affectés en partie par l'impact de la COVID-19 - par exemple dans 22 sites de déplacement évalués[21], certaines PDI ont perdu leur emploi à cause des effets de la COVID-19. En outre, lors des groupes de discussion avec les IC, les populations des localités évaluées de Gao et de Mopti ont mentionné les prix excessifs et la disponibilité limitée en biens non alimentaires dans la zone en tant que facteurs expliquant les difficultés d'accès aux biens non alimentaires.

Disponibilité des biens non alimentaires

D'après les IC, au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, les biens non alimentaires dont la population avait besoin et qui n'étaient pas disponibles étaient les articles de couchage[32] (62% des localités évaluées), les articles d'hygiène pour enfant[33] (62% des localités évaluées), les articles d'hygiène pour adulte[33] (62% des localités évaluées), les articles de cuisine (55% des localités évaluées) et les moustiquaires (51% des localités évaluées). Tout comme au second trimestre, la disponibilité des moustiquaires n'a pas été comblée, ce qui ne permet pas de mettre en place les mesures préventives afin de limiter la propagation du paludisme[34] dans les zones évaluées. L'indisponibilité des moustiquaires selon les IC était constatée d'abord dans la région de Mopti (56% des localités évaluées), ensuite de Gao (49% des localités évaluées), de Tombouctou (48% des localités évaluées) et enfin de Ménaka (35% des localités évaluées).
La problématique d'accès aux articles d'hygiène demeure d'actualité, rendant les populations des quatre régions vulnérables aux maladies hydriques et à la COVID-19.

Proportion de localités évaluées en novembre dans lesquelles les IC ont rapporté que ces biens non alimentaires étaient indisponibles au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

	Ménaka	Gao
Couverture / nattes	66%	59%
Articles de cuisine	45%	44%
Articles d'hygiène pour bébé	50%	53%
Moustiquaires	35%	49%
Bidon	28%	34%
Articles vestimentaires	46%	37%
Brosses / dentrifrices	88%	68%

	Tombouctou	Mopti
Couverture / nattes	60%	65%
Articles de cuisine	40%	74%
Articles d'hygiène pour bébé	52%	76%
Moustiquaires	48%	56%
Bidon	27%	36%
Articles vestimentaires	11%	63%
Brosses / dentrifrices	23%	65%

32. Articles de couchage : couverture, natte de couchage. Plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.
33. Articles d'hygiène hors savon : brosses, dentifrices. Plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.
34. Voir pages sur le secteur de la Santé : pages 5 et 6.

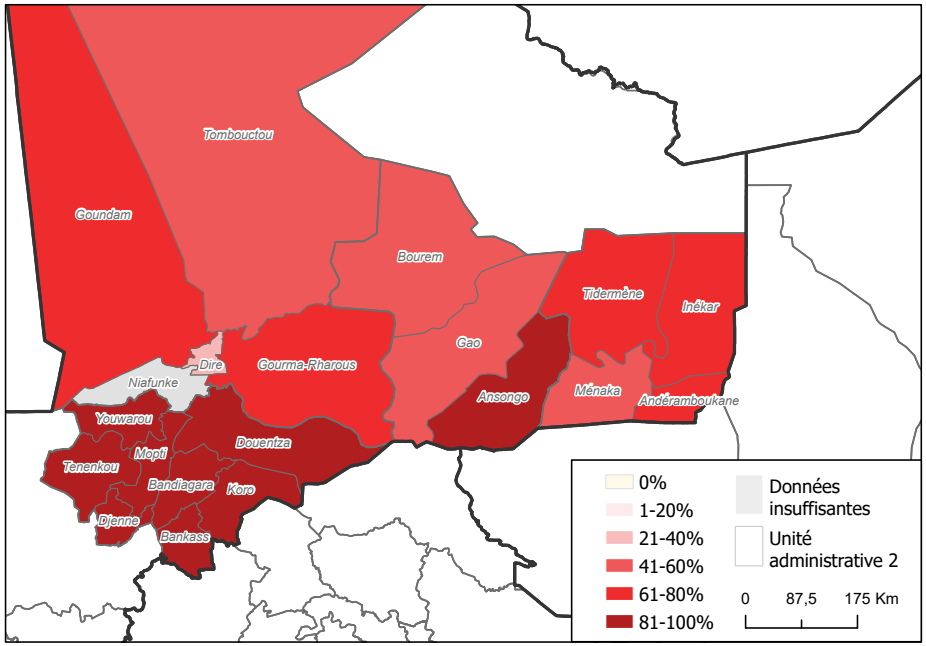
Protection

Au cours du mois de novembre, 286 violations[11] ont été enregistrées à l'échelle nationale : 123 atteintes au droit à la propriété et 76 à l'intégrité physique et/ou psychique des populations. Une diminution des violations des droits humains est globalement observée à la fin de l'année par rapport au second trimestre pour plusieurs raisons : par exemple, dans la région de Mopti, la saison des pluies et des initiatives de réconciliation entre dogon et peulh ont entrainé une réduction des violations des droits pendant les mois d'août et de septembre[11]. Concernant la protection des PDI, sur 166 sites évalués[21], 49 sites abritant des personnes déplacées n'ont reçu aucune assistance durant les trois derniers mois. Les sites de Gao, de Bourem, d'Asongo et de Tombouctou sont les plus affectés par le manque d'assistance pour la protection des déplacés.

Insécurité

Le sentiment d'insécurité demeurait élevé dans les régions évaluées, aussi bien au sein des sites des déplacés que des communautés hôtes. D'après les IC, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans les régions de Mopti (100% des localités évaluées), de Ménaka (63% des localités évaluées), de Gao (57% des localités évaluées), et de Tombouctou (52% des localités évaluées). Les participants aux groupes de discussion ont souligné que les raisons principales de l'insécurité sont surtout la présence des groupes armés non étatiques et le manque d'assistance en protection dans les cercles évalués. Par exemple, dans la région de Mopti, en novembre ont été rapportées des tentatives d'assassinat et d'enlèvement, 3 attaques des villages du cercle de Bandiagara et 1 attaque à Bankass[11].

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



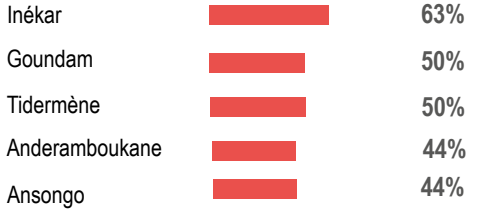
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

Dans ces cercles, la situation d'insecurité a été exacerbée par les inondations qui ont contribué à la destruction des abris des populations augmentant leurs besoins dans ce secteur d'après les IC.

Les IC ont également rapporté qu'au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, les principales localités évaluées où les incidents ont affecté les populations civiles étaient les cercles d'Inékar, Tidermène et Anderamboukane à Ménaka, le cercle d'Ansongo à Gao et le cercle de Goundam à Tombouctou.

Principaux cercles où les IC ont rapporté des incidents à l'encontre de populations civiles au cours des 30 jours précédant la collecte de données, en proportion des localités évaluées :



Préoccupations en lien avec la protection

D'après les IC, les principales préoccupations de protection des populations dans les quatre régions étaient les violences perpétrées par les groupes armés (33%[35] des les localités évaluées), le vol de bétail (32%[35] des localités évaluées), la criminalité (18%[35] des localités évaluées), les restrictions des mouvements (17%[35] des localités évaluées), le mariage précoce (15%[35] des localités évaluées) et la violence communautaire (14%[35] des localités évaluées). Au cours du trimestre, d'autres formes de violences telles que les violences basées sur le genre et les mariages précoces sont apparues respectivement parmi les trois principales préoccupations des localités évaluées dans les régions de Gao et de Tombouctou.

Dans la région de Mopti, la violence par un groupe armé est le facteur prédominant (48%) dans les localités évaluées par rapport aux autres régions. En outre, au second plan, les participants aux groupes de discussion ont également mis évidence l'absence de documents d'identité officiels[21] pour la majorité de la population surtout dans les localités évaluées de la région de Mopti et ensuite celles de Gao.

Un autre élément de préoccupation est que les IC ont rapporté que les relations entre les déplacés et la communauté locale seraient majoritairement bonnes dans 30% des localités évaluées de Ménaka, 38% des localités évaluées de Mopti, 19% des localités de Gao et 33% des localités évaluées de Tombouctou.

Principales préoccupations rapportées par les IC au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre dans les localités évaluées[35] :

Ménaka	Gao
Violences communautaires (28%)	Vol de bétail (37%)
Criminalité (25%)	Violence par un groupe armé (26%)
Violences par un groupe armé (23%)	Violence basée sur le genre (21%)

Tombouctou	Mopti
Enlèvement (25%)	Violences par un groupe armé (48%)
Mariage précoce (25%)	Vol de bétail (36%)
Vol de bétail (19%)	Restrictions de mouvement (26%)

Education

Selon les IC, dans 45% des localités évaluées des quatre régions, les enfants n'avaient pas eu accès aux services éducatifs durant le mois précédant la collecte de données de novembre 2020, en partie du fait de la fermeture des écoles (fin mars 2020) liée à la pandémie de COVID-19. Une réouverture des classes a eu lieu entre septembre et octobre pour permettre la tenue des examens[36].

Accès à l'éducation

Selon les IC, dans 85% des localités évaluées de la région de Ménaka les enfants n'avaient pas accès aux services éducatifs, durant le mois précédant la collecte de données de novembre 2020. Cette proportion était de 42% dans la région de Gao, 42% dans la région de Mopti, et 40% dans la région de Tombouctou. Etaient concernées l'éducation formelle dans 93% des localités évaluées, l'éducation religieuse dans 6% des localités évaluées et les autres types d'éducation dans 1% des localités évaluées.

Selon les IC, dans les localités évaluées des quatre régions, l'eloignement des insfrastructures (27%) et l'arrêt de travail des enseignants pour grève ou insécurité (29%) sont les raisons principales de l'inaccessibilité des services éducatifs.

Évolution de la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que les services éducatifs étaient inaccessibles :

	septembre	octobre	novembre
Mopti	89%	48%	42%
Gao	70%	48%	42%
Tombouctou	71%	37%	40%
Ménaka	100%	85%	85%

Stratégies d'adaptation

Principales stratégies d'adaptation en cas d'indisponibilité des services éducatifs au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, selon les IC[37] :

	Mopti	Gao	Tombouctou	Ménaka
Aucune	63%	55%	34%	56%
École coranique	17%	41%	28%	24%
Révisions à la maison	8%	1%	0%	6%
Délocalisation de l'école	8%	1%	38%	12%

Principale occupation

D'après les IC, la principale occupation des filles et des garçons pendant la suspension des services éducatifs était le travail à la maison dans les régions de Mopti (45%) et de Ménaka (47%). L'apprentissage du coran semblait en revanche être la principale occupation en l'absence de services éducatifs dans la région de Gao (39%).

Principales occupations des filles et des garçons en cas d'indisponibilité des services éducatifs au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre selon les IC[37] :

	Mopti	Gao	Tombouctou	Ménaka
Travail à la maison	45%	29%	38%	47%
Travail hors de la maison	35%	11%	6%	12%
Apprentissage coranique	10%	39%	3%	29%
Apprentissage d'un métier	7%	3%	53%	0%

35. En pourcentage des localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Pour les principales préoccupations des populations en lien avec la protection, plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.
36. Cluster Education Mali : Aperçu général des écoles non fonctionnelles, novembre 2020.
37. En pourcentage des localités évaluées de chaque région au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Plusieurs options de réponses pouvaient être sélectionnées et les pourcentages peuvent donc excéder 100%.

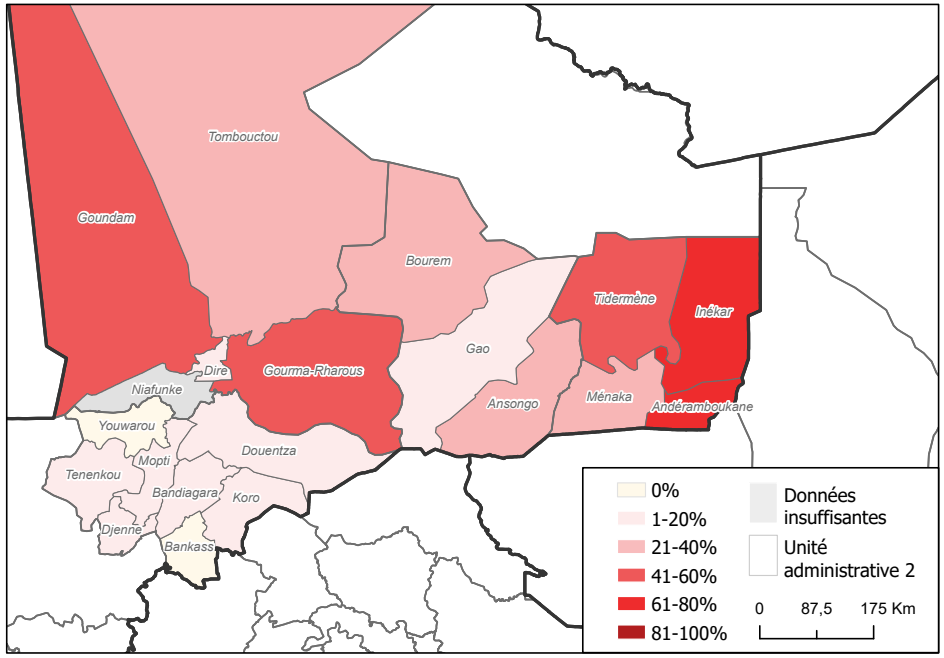
Communication

La communication entre les acteurs humanitaires et les populations affectées par la crise est essentielle pour apporter une réponse efficace[38]. De ce fait, les IC ont rapporté que les populations de la zone ont des besoins en information importants dans les quatre régions : les perturbations du réseau téléphonique ont cependant causé des difficultés dans la qualité de la communication au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre. La radio était aussi utilisée par les populations de la zone pour s'informer sur les thématiques en lien avec leur santé (information sur la COVID-19) et leur sécurité.

Accès à l'information sur l'assistance

Les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés d'accès à l'information sur l'aide humanitaire disponible dans 50% des localités évaluées de Ménaka, dans 37% des localités évaluées de Tombouctou, dans 26% des localités évaluées de Gao et dans 5% des localités évaluées de Mopti, Anderamboukane (78%), Inékar (63%), Goundam (55%) et Gourma-Rharous (46%) étant les cercles les plus affectés. D'après les participants aux groupes de discussions, les coupures d'électricité et les perturbations de réseau seraient des facteurs qui rendent difficiles l'accès aux informations, notamment dans certaines localités des cercles de Youwarou et Koro[21]. De même, dans le cercle de Youwarou, les participants aux groupes de discussion rapportent que la majorité de la population n'a pas de téléphone alors qu'à Koro le réseau téléphonique aurait été détruit.

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Principales sources d'information

La radio, les appels téléphoniques et la conversion en personne étaient les principales sources d'informations utilisées par la majorité de la population des quatre régions d'après les IC.

Principale source d'information générale selon les IC, en proportion de localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre :

	Mopti	Gao	Tombouctou	Ménaka
Appels téléphoniques	39%	34%	41%	40%
Radio	39%	36%	41%	10%
Conversation en personne	13%	29%	17%	45%

Principaux pourvoyeurs d'information

Dans les localités évaluées des quatre régions, selon les IC, les principaux pourvoyeurs d'information étaient les leaders communautaires et religieux ou la famille et les amis au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Les besoins en informations étaient différents d'une région à l'autre : l'information sur l'accès à l'assistance humanitaire est prioritaire dans les régions de Mopti, de Gao et de Ménaka, tandis que dans la région de Tombouctou vient au second rang après le besoin d'information sur sa propre famille. Par ailleurs, les informations rapportées comme les plus utiles pour la majorité de la population par les IC concernent les restrictions de mouvement ainsi que la santé.

Redevabilité

Au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre, les IC ont rapporté que la majorité de la population a reçu de l'assistance humanitaire dans 27% des localités évaluées des quatre régions. En outre, dans les localités où il a été rapporté qu'une assistance humanitaire avait été prodiguée, la majorité de la population en était satisfaite dans 48% des localités évaluées. La quantité insuffisante des distributions (cash et vivres) est identifée comme principal facteur d'insatisfaction vis-à-vis de l'assistance apportée dans 50% des localités évaluées des régions de Mopti, de Gao, de Tombouctou et de Ménaka.

Principaux secteurs cités dans lesquels la population aurait besoin d'une intervention selon les IC, en proportion de localités évaluées en novembre 2020[39] :

Mopti	Gao	Tombouctou	Ménaka
Assistance alimentaire (66%)	Assistance alimentaire (68%)	Assistance alimentaire (98%)	Santé (68%)
EHA (41%)	Santé (39%)	Moyens de subsistance (48%)	Assistance alimentaire (48%)
Protection (39%)	EHA (32%)	EHA (38%)	Education (48%)

Informations complémentaires

Les autres produits récents de REACH sur le suivi de la situation humanitaire au Mali sont disponibles via ces liens :

- REACH. Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Région de Mopti. Novembre 2020
- REACH. Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Gao. Novembre 2020
- REACH. Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tombouctou. Nov. 2020

38. Plan de réponse humanitaire révisée du Mali, août 2020.
39. Dans l'enquête, les IC ont été interrogés sur les secteurs humanitaires qui, selon eux, étaient prioritaires dans leur localité. Ils pouvaient choisir un maximum de trois secteurs d'intervention prioritaires.